

LE BULLETIN D'ENCOD SUR LA POLITIQUE DES DROGUES EN EUROPE

Numéro 23 Novembre 2006

Une affaire Claire

Pour gagner des citoyens européens pour le projet collectif qui s' appelle Union Européenne, la Commission Européenne a lancé l'Initiative pour la Transparence, voir (http://ec.europa.eu/commission_barroso/kallas/transparency_en.htm). Le but de cette initiative est d' améliorer l' ouverture et l' accessibilité aux instances de l' Union Européenne, d' informer les citoyens sur l' usage des valeurs de l' Union Européenne et les instances de l' UE pour donner plus de responsabilité publique.

Le 10 octobre le commissaire de l' UE Siim Kallas a mis en place cette initiative lors d' un séminaire à Bruxelles. . Encod était présent à ce séminaire et a posé à Monsieur Kallas la question suivante: est-ce que la manière actuelle dont le Directorat pour la Justice, la liberté et la sécurité de la commission européenne se comporte avec la participation des citoyens dans la création et l' introduction de la politique des drogues peut être décrite comme transparente.

En janvier 2006 la commission a annoncé qu' un dialogue réel avec les citoyens sur la politique des drogues commencera en janvier 2007. En juin, la commission a demandé aux citoyens de réagir à une proposition pour le dialogue sur la politique des drogues (le fameux Green Paper ou Papier Vert) Mais les bonnes intentions restent sur papier. Les personnes qui ont répondu à cette demande n' ont même pas encore reçu une confirmation de leur invitation. Le dialogue doit commencer dans les 2 mois. Il n' y a encore aucune indication portant sur les personnes qui seront impliqués et sur la manière dont cela se passera.

La réponse du commissaire de l' UE Kallas n' en faisait pas trop en terme de transparence. Selon lui, cette pratique allait trop loin. Kallas a promis de demander à son collègue de la justice Franco Frattini, de reconsidérer la question. Nous devons vraisemblablement encore attendre avant d' avoir une réponse de Frattini. Mai il est bon de savoir que la commission européenne tire elle-même les conclusions et que la manière dont la politique des drogues se construit est contraire à ses propres principes.

Ce que Encod cherche à établir au niveau européen existe pas encore au niveau national. Il est très rare d' entendre parler de citoyens qui seraient invités à informer les politiciens de leur expériences des drogues.. Il n' y a aucun lobby qui, au parlement, opère au nom des usagers de drogues ou de citoyens concernés. S' il y a des décisions prises sur la question des drogues, il n' y a aucune consultation des personnes qui sont quotidiennement confrontés aux impacts de ces décisions.

Une communication directe, transparente et continue avec les personnes qui ont affaire à un problème est un facteur décisif pour la réussite des lois qui essaient de diminuer ce problème. Les rencontres physiques entre les personnes qui sont politiquement responsables et ceux dont la vie dépend des décisions des hommes politiques, sont une condition d' une bonne politique. Une rencontre peut apporter plus que la lecture de mille pages.

Une telle rencontre aura lieu le 6 et 7 Novembre lors de la conférence "En route pour Vienne" au parlement européen à Bruxelles. Différentes autorités locales, régionale et nationales d' Europe et d' au-delà vont plaider pour une marge plus large pour mettre en place une politique des drogues intelligente, qui serait basé sur des faits et non sur des jugements moraux.

Le tsar régional de la drogue Belen Bilbao du Pays-Basque en Espagne va défendre la distribution contrôlée de l' héroïne dans les prisons. Un représentant du président bolivien Evo Morales va présenter la proposition de son gouvernement pour en finir avec la prohibition mondiale de la feuille de coca. Le Maire Jan Lonink de la ville de Terneuzen (Pays-Bas) va expliquer la proposition de certaines villes néerlandaise qui ont une industrie du tourisme des coffeeshops pour régler définitivement ce phénomène.

Toutes ces mesures ont été prises grâce aux initiatives des citoyens qui sont prêts à défier la loi et le consensus politique dans le but d' améliorer et de sauver des vies humaines. Sans eux, les coffeeshops, les salles d' injection, le testing sur l' XTC , les thés au coca n' existeraient pas, simplement pour citer quelques exemples des avancées dans la politique des drogues. En regardant le statu-quo actuel de la politique des drogues, sans l' implication de ces groupes de citoyens, il n' y aura aucune progression future dans le débat sur la politique des drogues.

Entre-temps, des initiatives ont eut lieu aux Pays-Bas pour tester la transparence des lois sur le cannabis, où un consommateur de cannabis pour des besoins thérapeutiques a été acquitté par un juge pour culture de cannabis pour sa propre consommation. En Espagne, où les Amigos de Maria (les Amis de Maria, un groupe de consommateurs à Vitoria) ont créé une pharmacie du cannabis, qui met en relation des personnes qui consomment du cannabis à des fins thérapeutiques et des cultivateurs qui sont prêts à donner gratuitement une partie de leur récolte.

En ce qui concerne la situation financière d' Encod, les choses paraissent un peu sombre mais pas sans espoirs. On a toujours plus besoin de membres et de donateurs pour joindre les deux bouts cette année. Mais il est certain que nous continuerons. L' année prochaine, il y a de bonnes chances pour que l' on sorte la tête de l' eau, si tous les membres continuent à payer leur contribution. Nous sommes en train de préparer quelques solutions pour trouver d' autres formes de revenus. Veuillez nous contacter pour plus d' information.

Par: Joep Oomen (traduction: Jules Sinturel) www.encod.org